



vivre travailler décider ensemble



Vive l'Europe, Vive la Grande-Région : Mais gardons nos sous à nous ! ?

Les frontaliers sont formés hors du Luxembourg – pas besoin de dépenser des sous pour leur éducation, pas besoin de construire des écoles, des lycées, de former et de payer des enseignants ! C'est la France, la Belgique, l'Allemagne qui s'en chargent à leurs frais.

Les frontaliers sont là pour faire tourner l'économie luxembourgeoise – sans eux plus de place financière, sans eux plus d'augmentation de la productivité !

Ils sont père ou mère d'enfants sans être des salariés à prestations sociales égales, les chèques services étant réservés aux résidents !

Et voilà que le paquet d'économie budgétaire du gouvernement prévoit l'arrêt du versement des allocations familiales à 21 ans et propose aux étudiants des subsides pour leurs études dont ne peuvent bénéficier que les résidents ! Les frais de déplacement seront diminués de moitié, mesure dont souffriront ceux qui ont les plus longs parcours : les frontaliers !

Les paroles du dimanche : vive les frontaliers ! Une journée pour les frontaliers en 2008 : vive les frontaliers ! Les présidents des Chambres professionnelles, les présidents des partis politiques : on a besoin des frontaliers ! Quelle richesse culturelle !

Richesse ? Eh bien on va garder notre richesse pour nous. Fini l'exportation des allocations familiales pour enfants âgés de plus de 21 ans !

Petite question supplémentaire : Quid des milliers de résidents du Luxembourg (de nationalité luxembourgeoise pour la plupart) ayant franchi la frontière pour habiter « de l'autre côté », eux aussi touchés par pareilles mesures ?

A-t-on réfléchi qu'à plus ou moins longue échéance, les frontaliers pourraient ne plus trouver d'intérêt à venir travailler au Luxembourg ? Toutes les études montrent qu' à l'avenir, notre économie ne pourra pas se développer avec la seule force de travail des résidents. Faute de frontaliers , il faudra donc aller chercher une main-d'œuvre ailleurs: une main-d'œuvre immigrée qui va s'installer et résider au Luxembourg, qui aura besoin de logements et d'écoles, d'hôpitaux, etc.. Sommes-nous conscients de cette perspective et de ses conséquences ?

La solidarité s'arrête-t-elle là où il n'y a plus d'électeurs ?

Le Conseil d'Administration de l'ASTI : 4 mai 2010